



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DU PROJET INTERREG DOSCCAR2

Dr Contaret

20/11/2024

SOMMAIRE

1. Contexte et justification du besoin	3
2. Objet du marché.....	3
3.Description des prestations.....	3
3.1 Nature des prestations	3
3.2 Modalités d'exécution	4
4. Spécifications techniques.....	5
4.1 Normes et standards applicables	5
4.2 Caractéristiques spécifiques des services et outils	6
4.3 Exigences de performance, qualité et durabilité	6
4.4 Contraintes environnementales.....	6
5. Moyens mis à disposition	7
5.1 Locaux.....	7
5.2 Matériel	7
5.3 Informations techniques, documents, plans.....	8
6. Annexes	8

1. Contexte et justification du besoin

Le présent marché s'inscrit dans le cadre de la gestion et de la coordination de projets de coopération internationale, dans le contexte du programme INTERREG CARAIBES. Certaines compétences spécifiques nécessaires à la gestion administrative et financière requises par ce type de programme indispensable pour la bonne exécution des opérations sont souhaitées.

L'objectif global de cette demande est donc d'obtenir ces compétences complémentaires en faisant appel à une expertise spécialisée qui puisse accompagner le chef de file et ses partenaires dans la gestion efficiente et rigoureuse des aspects financiers et administratifs du projet. Cela inclut la mise en place d'outils de gestion adaptés, la formation des équipes et l'assistance technique tout au long de l'exécution du projet, afin de garantir la conformité aux exigences des autorités de gestion et maximiser les chances de réussite du programme.

2. Objet du marché

Le présent CCTP a pour objet de permettre au CHU de Martinique, de bénéficier de l'expertise, du savoir-faire et des conseils d'un expert dans le cadre du projet de coopération DOSCCAR.

Ce projet inclut :

- La formation de l'équipe et des parties prenantes à la gestion de projet de coopération ainsi qu'à la remontée des dépenses ;
- La formalisation d'outils et de procédures personnalisés pour assurer une remontée efficace des dépenses ;
- L'assistance technique à maîtrise d'ouvrage dans l'exécution du projet INTERREG ;
- La fourniture d'outils numériques de gestion de projets permettant de faciliter la collecte et la validation des informations liées aux dépenses, à la demande du chef de file et de ses partenaires ;
- L'audit ex-ante des dépenses éligibles, tant pour le chef de file que pour ses partenaires communautaires, dans le cadre des programmes de financements associés ;
- La saisie des justificatifs de dépenses dans la plateforme e-Synergie dédiée au programme INTERREG CARAIBES ;
- La gestion du dialogue avec les autorités de gestion ;
- Le stockage numérique des pièces justificatives dans le respect des délais impartis par la Commission Européenne.

3. Description des prestations

3.1 Nature des prestations

Les prestations attendues dans le cadre de ce marché sont les suivantes :

- **Formalisation d'outils et de procédures personnalisés** : Le titulaire aura pour mission de concevoir et formaliser des outils et des procédures adaptées aux besoins spécifiques du projet, afin d'assurer une remontée efficace et structurée des dépenses, permettant ainsi un suivi rigoureux et une traçabilité des informations financières.
- **Assistance technique à maîtrise d'ouvrage (AMO)** : Le titulaire apportera une assistance technique au chef de file et à ses partenaires pour l'exécution du projet INTERREG, en veillant à ce que les aspects administratifs et financiers soient conformes aux exigences du programme et aux bonnes pratiques de gestion de projet.
- **Fourniture d'outils numériques de gestion de projet** : Le titulaire devra proposer des solutions numériques adaptées, facilitant la collecte, la validation et le suivi des informations liées aux dépenses du projet. Ces outils devront être faciles d'utilisation et permettre une centralisation des données, accessible aux différents partenaires du projet.
- **Audit ex-ante des dépenses éligibles** : Le titulaire réalisera un audit préalable des dépenses éligibles pour s'assurer de leur conformité avec les critères établis par les programmes de financement associés, à la fois pour le chef de file et pour ses partenaires communautaires.
- **Saisie des justificatifs dans la plateforme e-Synergie** : Le titulaire sera en charge de la saisie et de l'intégration des justificatifs de dépenses sur la plateforme e-Synergie, dédiée au suivi des projets financés par INTERREG CARAIBES, garantissant ainsi la traçabilité et la transparence des informations financières.
- **Gestion du dialogue avec les autorités de gestion** : Le titulaire devra assurer une communication fluide et continue avec les autorités de gestion, en transmettant les informations demandées et en répondant aux éventuelles requêtes, afin de faciliter l'exécution administrative du projet.
- **Stockage numérique des pièces justificatives** : Le titulaire veillera à la gestion numérique des pièces justificatives, en conformité avec les délais de conservation et de transmission imposés par la Commission Européenne, afin de garantir la bonne gestion des archives financières.

3.2 Modalités d'exécution

Délai d'exécution : Les prestations débiteront à la date de notification du marché et devront être réalisées sur une période maximale de 36 mois.

Un planning détaillé des interventions à échéances trimestrielles minimales devra être fourni par les candidats lors de la remise de leur offre.

A la notification du marché, une réunion sera prévue entre le titulaire du marché et le référent du CHU afin de figer ce planning d'exécution des prestations, pour garantir la réalisation des tâches selon les priorités du projet.

Phases d'exécution : Les prestations se dérouleront en plusieurs phases clés :

1. **Phase de démarrage comprenant la formation et la mise en place des outils** : le titulaire formera les équipes et mettra en place les outils numériques et procédures adaptés pour la remontée des dépenses.
2. **Phase de réalisation continue** : Tout au long de l'exécution du projet, le titulaire fournira un soutien continu en matière d'assistance technique et de réalisation des remontées de dépenses sur le plateforme Synergie.
3. **Phase d'évaluation** : A échéances trimestrielles le titulaire effectuera les audits ex-ante nécessaires à la conformité des dépenses.

Validation des prestations : Un point d'avancement sera réalisé à l'issue de chaque phase pour valider les résultats atteints. Les livrables attendus, notamment les outils et rapports d'audit tous les trimestres, seront soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur avant de passer à la phase suivante.

Outils numériques : Les outils numériques mis en place devront être interopérables avec les systèmes déjà utilisés par le chef de file et ses partenaires, notamment la plateforme e-Synergie, et devront respecter les exigences de sécurité et de protection des données en vigueur.

Suivi des dépenses et remontée des justificatifs : Le titulaire assurera un suivi rigoureux des dépenses et veillera à ce que les justificatifs soient saisis dans les délais impartis sur la plateforme e-Synergie, garantissant ainsi la conformité avec les exigences des programmes de financement.

4. Spécifications techniques

Le titulaire doit se conformer aux spécifications techniques suivantes pour assurer la bonne exécution des prestations demandées dans le cadre de ce marché :

4.1 Normes et standards applicables

Les prestations réalisées devront respecter les normes et standards internationaux, européens et nationaux relatifs à la gestion de projets, notamment dans le cadre des programmes financés par des fonds européens. Parmi ces standards, on peut citer :

- **Normes de gestion de projet** : Les méthodologies de gestion de projet devront être conformes aux bonnes pratiques reconnues afin d'assurer une planification, un suivi et une évaluation rigoureuse des projets.
- **Normes de comptabilité publique et de gestion financière** : Le titulaire devra respecter les exigences de comptabilité publique applicable aux projets financés par des fonds INTERREG, notamment en matière de remontée des justificatifs de dépenses et d'audits financiers.
- **Normes de sécurité des systèmes d'information** : Toute solution numérique proposée devra respecter les normes de protection des données personnelles (ex. : RGPD), ainsi que les standards de sécurité des systèmes d'information applicables en France et dans l'Union Européenne (ISO/IEC 27001 ou équivalent).

4.2 Caractéristiques spécifiques des services et outils

Les services fournis et les outils mis en place devront répondre aux caractéristiques suivantes :

- **Outils numériques** : Les solutions proposées pour la gestion des projets et la remontée des dépenses devront être adaptables avec les systèmes existants, notamment la plateforme e-Synergie dédiée au programme INTERREG CARAIBES. Elles devront également être ergonomiques, faciles d'utilisation, et permettre une collaboration fluide avec le chef de file.
- **Formation** : Les formations dispensées devront être adaptées au niveau des équipes, avec un contenu pédagogique clair, interactif et orienté vers la pratique. Un rapport de formation détaillant les compétences acquises devra être fourni à l'issue des sessions.
- **Assistance technique** : L'assistance devra être continue et flexible pour répondre rapidement aux besoins du chef de file et de ses partenaires, notamment en ce qui concerne les questions de conformité des dépenses et les audits financiers.

4.3 Exigences de performance, qualité et durabilité

Les prestations devront respecter les exigences de performance et de qualité suivantes :

- **Qualité des livrables** : Les outils, procédures, et formations devront être adaptés aux spécificités du programme INTERREG et garantir une gestion optimale des dépenses, en évitant les erreurs de remontée ou les retards dans la transmission des justificatifs financiers.
- **Performance des outils** : Les outils numériques devront permettre une traçabilité complète des dépenses, une mise à jour en temps réel des informations et une validation rapide par les partenaires. Ils devront également être capables de générer des rapports synthétiques et détaillés pour faciliter le contrôle par les autorités de gestion.
- **Sécurité des informations** : Le stockage numérique des justificatifs et des informations relatives aux dépenses devra garantir la sécurité et l'intégrité des données, conformément aux exigences de la Commission Européenne et des réglementations nationales.
- **Durabilité** : Les outils et processus devront être conçus de manière à pouvoir être utilisés sur le long terme, au-delà de la durée du marché, et être facilement actualisables pour répondre aux évolutions des exigences des programmes européens.

4.4 Contraintes environnementales

Le titulaire devra, dans la mesure du possible, privilégier des solutions respectueuses de l'environnement. Cela inclut :

- **Dématérialisation** : Le titulaire est tenu de favoriser la dématérialisation des processus afin de minimiser l'utilisation de ressources physiques, notamment le papier. Cela inclut :
- **Numérisation des documents** : Tous les documents administratifs, financiers et justificatifs devront être numérisés et conservés dans un format électronique sécurisé, conformément aux réglementations en vigueur, notamment le RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données).
- **Stockage électronique sécurisé** : Les documents numérisés devront être archivés dans des systèmes sécurisés, permettant leur accès facile et leur conservation sur le long terme, en respectant les exigences de traçabilité et de disponibilité imposées par les programmes européens.

Optimisation des ressources :

- **Consommation énergétique réduite** : Les outils numériques proposés devront être développés et hébergés de manière à limiter la consommation d'énergie, en particulier à travers l'utilisation de centres de données écoresponsables (Green IT) ou d'hébergements émettant peu de CO2.
- **Utilisation raisonnée des infrastructures numériques** : Le développement et l'utilisation des infrastructures numériques devront être planifiés de façon à réduire l'empreinte écologique, en évitant les doublons de stockage ou l'utilisation excessive de ressources matérielles non nécessaires respectant les exigences de traçabilité et de disponibilité imposées par les programmes européens.

5. Moyens mis à disposition

5.1 Locaux

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire des espaces de travail dans les locaux du chef de file, si nécessaire pour la réalisation des prestations. Ces locaux seront équipés de :

- Espaces de bureau pour les réunions avec les parties prenantes et les formations éventuelles.
- Accès aux équipements de communication (téléphone, internet, etc.) et de travail (tables, chaises, etc.). Les modalités d'accès aux locaux seront précisées en fonction du planning d'exécution des prestations et de la disponibilité des infrastructures.

5.2 Matériel

Le pouvoir adjudicateur pourra, si besoin, mettre à disposition certains équipements matériels pour faciliter l'exécution des prestations, notamment :

- **Équipement informatique** : Poste de travail ou accès à un ordinateur connecté aux systèmes internes nécessaires à la gestion des informations liées au projet.

- **Matériel de présentation** : Vidéoprojecteurs, écrans, tableaux blancs ou autres outils nécessaires pour les formations ou les réunions. Toute demande d'équipement supplémentaire devra être adressée au pouvoir adjudicateur et justifiée par les besoins spécifiques des prestations.

5.3 Informations techniques, documents, plans

Le pouvoir adjudicateur fournira au titulaire tous les documents techniques, informations, et plans nécessaires à l'exécution des prestations, notamment :

- **Plans et documents financiers du projet** : Détails des budgets alloués, procédures financières internes, modèles de suivi de dépenses, etc.
- **Informations relatives aux partenaires du projet** : Détails des parties prenantes, partenaires communautaires, autorités de gestion et autres institutions impliquées.
- **Données sur les programmes de financement** : Informations spécifiques aux critères d'éligibilité, aux délais et aux exigences des programmes de financement européens, notamment le programme INTERREG CARAIBES. Le pouvoir adjudicateur veillera à ce que ces informations soient fournies en temps utile afin de ne pas retarder l'exécution des prestations.

6. Annexes

Lister ici toutes les annexes nécessaires pour compléter le CCTP :

- 1/ Résumé du projet
- 2/ Diagramme de Gantt du projet

Annexe 1 : Résumé du projet



Development Of Scientific and Clinical research Cooperation in the **CARibbean** : **DOSCCAR**

Statut du partenaire	Nom de la structure	Localisation de la structure (préciser le pays ou territoire)
Chef de file du projet Partenaires associés	CHU de Martinique	Martinique
	Université des West Indies	Jamaïque, Trinidad & Tobago, Barbade
	Chu De Guadeloupe	Guadeloupe
	Centro COMprehensive de Cancer_ Université de Porto Rico	Porto Rico
	Université Autonome de Saint Domingue	Saint Domingue
	EYE CONSULTING	Martinique
	PAHO (à confirmer)	Washington, Barbade

1. Bref résumé du projet :

Le projet DOSCCAR 2 vise à booster coopération scientifique et la recherche dans la Caraïbe en collaborant au sein d'un réseau diversifié de partenaires. Face aux défis spécifiques de santé publique

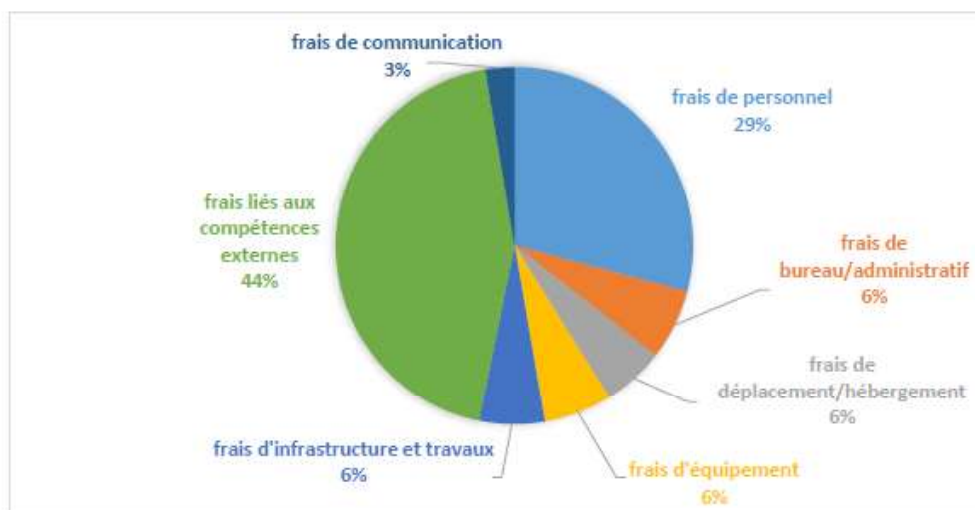
DOSCCAR Project : Cédric Contaret _ Version 1.0 31 Juillet 2022

de la région, comme les maladies vectorielles dues au climat des Antilles et l'augmentation des maladies chroniques, une coopération renforcée entre la Martinique et d'autres pays caribéens est essentielle. Le projet a démarré sur INTERREG V par une analyse exhaustive de la production scientifique, de l'impact scientifique, et des réseaux de collaboration, aboutissant à un site internet en ligne pour guider la coopération (<https://www.dosccar.com>) offrant une ressource précieuse pour la communauté de chercheurs. Ce projet phasé sur les deux programmes opérationnels (PO14-20 et PO21-27) se concentre maintenant sur la fourniture d'informations pratiques pour faciliter cette coopération : amélioration de l'accès au financement, mise en réseau des équipes de recherche, cartographie des autorités réglementaires et éthiques, et la réalisation de séminaires de formation en présentiel sur la démarche de recherche. L'objectif est de créer une plateforme interactive pour favoriser les échanges d'idées et encourager de nouvelles collaborations entre les chercheurs et les institutions de recherche, soutenant ainsi l'avancement de la coopération en recherche dans les Caraïbes.

Acronyme	DOSCCAR2
Titre du projet	Développement de la coopération scientifique et en recherche clinique dans la Caraïbe
Nom de l'organisme du Chef de file	CHU de Martinique
Durée du projet	Date de début : 01/01/2025 Date de fin : 31/12/2027
Appel à projet	INTERREG
Numéro de référence INTERREG	DCSRC dans la Caraïbe-AAP2
Dépôt de la demande	15 Avril 2024
Date d'accord de financement	Juillet 2024
Montant Subvention INTERREG	2 305 061.36 €

Résumé du plan de financement prévisionnel du projet

- Dépenses prévisionnelles :



Objectif du projet et l'intérêt d'une coopération dans le cadre d'INTERREG

Le projet DOSCCAR 2 met en avant la coopération scientifique dans les Caraïbes face aux défis sanitaires complexes de la région. Avec des maladies vectorielles émergentes comme le Chikungunya, la Dengue et le Zika, aggravées par les conditions climatiques tropicales, ainsi que la montée des maladies chroniques et le vieillissement de la population, il est essentiel de développer des stratégies de santé publique adaptées. DOSCCAR 2 répond à ces enjeux par une approche collaborative, visant à améliorer la connaissance des systèmes réglementaires et éthiques dans les différents pays caribéens et à favoriser le partage des ressources et des connaissances.

Une plateforme innovante facilitera les échanges entre institutions, renforçant ainsi les capacités locales de recherche et encourageant l'innovation régionale. La coopération transfrontalière permettra également l'identification de nouvelles sources de financement, la création de programmes de formation pour les jeunes chercheurs, et le développement de réseaux de soutien à la démarche de recherche. En centralisant et en partageant les données bibliométriques et les

DOSCCAR Project : Cédric Contaret _ Version 1.0 31 Juillet 2022

cartographies d'essais cliniques, le projet renforcera l'accessibilité et la visibilité de la recherche caribéenne, créant ainsi une base solide pour des collaborations fructueuses.

L'objectif est de renforcer les axes de coopération avec les partenaires du projet afin de mieux partager et identifier les spécificités réglementaires, les organisations des structures de recherche, et renforcer la formation à la démarche de recherche.

DOSCCAR 2 se positionnerait comme un projet fédérateur qui met en lumière l'importance d'une synergie entre les partenaires pour améliorer l'efficacité et l'impact de la recherche, avec des retombées positives tant pour les systèmes de santé locaux que pour le développement scientifique régional.

Gantt du projet DOSCCAR 2

